

ASSEMBLÉE NATIONALE

ROISIÈME SESSION

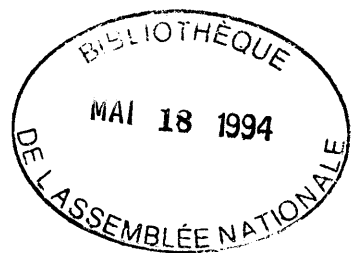
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 193

Loi concernant la Cité de Côte-Saint-Luc et la Ville de Montréal

Présentation

**Présenté par
M. Yvan Bordeleau
Député de l'Acadie**



**Éditeur officiel du Québec
1994**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi prévoit l'annexion d'un territoire à celui de la Cité de Côte-Saint-Luc; ce territoire faisait partie d'un ensemble de territoires qui ont été annexés à Montréal en 1982 par la Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1982, chapitre 71).

Il prévoit également un arbitrage à intervenir entre la Ville de Montréal et la Cité de Côte-Saint-Luc, en vue de départager les obligations de ces deux municipalités à l'égard des territoires annexés à Montréal en 1982 et de fixer des compensations financières conséquentes à ce partage.

Enfin, le projet contient les dispositions transitoires rendues nécessaires par l'annexion.

Projet de loi 193

Loi concernant la Cité de Côte-Saint-Luc et la Ville de Montréal

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les territoires décrits à l'annexe I sont détachés de la Ville de Montréal et annexés à la Cité de Côte-Saint-Luc.

2. Le partage de l'actif et du passif relatifs au territoire annexé par l'article 1 doit être effectué par un arbitre nommé à cette fin par le ministre des Affaires municipales.

L'arbitre doit également établir le montant d'une compensation relative à l'annexion à la Ville de Montréal, par l'article 85 de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1982, chapitre 71), du territoire visé à l'article 1. Pour établir le montant de cette compensation, l'arbitre doit notamment tenir compte:

1° des recettes perçues et des dépenses assumées, relativement à ce territoire, par la Ville de Montréal;

2° des sommes versées par la Ville de Montréal à la Cité de Côte-Saint-Luc en vertu du paragraphe 1 de l'article 85 ci-dessus mentionné.

3. La Ville de Montréal verse à la Cité de Côte-Saint-Luc une somme égale à cinq fois le total des revenus d'imposition, calculé conformément au paragraphe 1° de l'article 234 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), perçus durant l'exercice financier 1993 sur le territoire décrit à l'annexe II, déduction faite d'une somme égale à cinq fois les dépenses assumées à l'égard de ce territoire durant la même période. Si la somme des dépenses excède la somme des revenus, aucune somme n'est due.

L'arbitre, sur accord des parties, inscrit dans son rapport la somme convenue conformément au premier alinéa. À défaut d'accord, il établit lui-même le montant de la somme.

4. À compter de l'exercice financier de 1995, la Cité de Côte-Saint-Luc rembourse chaque année à la Ville de Montréal, dans les trente jours de la réception d'un compte, le montant des versements annuels en capital et intérêts effectués par la Ville de Montréal en remboursement des emprunts contractés en vertu de ses règlements numéros 6833, 7053, 7203, 7572, 7870, 8008, 8150, 8207, 8305 et 8353, en proportion de la partie de ces règlements afférente aux territoires annexés par l'article 1. Cette proportion, à l'égard de chacun des règlements visés, doit être établie au moment de l'arbitrage effectué en vertu de la présente loi. À défaut d'entente entre les parties, elle est fixée par l'arbitre.

À compter du même moment, la Cité de Côte-Saint-Luc perçoit les taxes imposées et les compensations exigées en vertu de ces règlements dans les territoires annexés par l'article 1, avec les mêmes droits et pouvoirs que si elle les avait adoptés.

5. La Ville de Montréal verse à la Cité de Côte-Saint-Luc une somme de 250 000 \$; cette somme est exigible à compter du (*inscrire ici la date du soixantième jour suivant celui de la sanction de la présente loi*).

Aucune autre indemnité n'est due à la Cité de Côte-Saint-Luc par la Ville de Montréal en raison de la non-exécution par cette dernière des engagements pris en vertu du paragraphe 2 de l'article 85 de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1982, chapitre 71).

6. Les articles 944.2 à 944.4, le premier alinéa de l'article 944.5, les articles 944.7, 946 à 946.4 et 946.6 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) s'appliquent à l'arbitrage effectué en vertu de la présente loi, compte tenu des adaptations nécessaires.

L'arbitre jouit du statut d'amiable compositeur.

7. L'arbitre nommé en vertu de l'article 2 remet au ministre des Affaires municipales, dans le délai imparti par celui-ci, un rapport de ses travaux. Le rapport fait état des compensations dues en vertu des articles 2 et 3. Il fait également état des proportions établies en vertu de l'article 4. Le ministre en transmet immédiatement des copies à la Ville de Montréal et à la Cité de Côte-Saint-Luc.

Le rapport de l'arbitre doit, sur requête de l'une des municipalités, faire l'objet d'une homologation par un juge de la Cour

supérieure. Dès ce moment, il est assimilé à un accord et lie les municipalités. Le jugement d'homologation n'est pas sujet à appel.

Toute somme due en vertu du rapport est exigible à compter du soixantième jour qui suit celui de l'homologation.

8. Toute somme due en vertu de la présente loi porte intérêts, à compter du jour où elle devient exigible, au taux fixé pour les arrérages de taxes par la municipalité créancière de la somme.

9. Aux fins de l'élection générale de 1994 et de toute élection partielle postérieure à cette dernière mais antérieure à l'élection générale de 1998, le territoire annexé par l'article 1 fait partie du district électoral numéro 1 de la Cité de Côte-Saint-Luc.

10. Les articles 166 à 176 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9) s'appliquent à l'annexion décrétée par l'article 1, compte tenu des adaptations nécessaires.

11. L'article 85 de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1982, chapitre 71) est modifié par la suppression des paragraphes 2 à 6.

12. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

ANNEXE I

Commençant au point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 45-19 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal et de la ligne ouest du lot 4712 du même cadastre (emprise de chemin de fer); de là, successivement, les lignes suivantes: partie de la ligne séparative des cadastres du village de Côte-des-Neiges et de la municipalité de la paroisse de Montréal dans une direction nord-est jusqu'au prolongement du premier tronçon de la ligne nord-est du lot 45-28 de ce dernier cadastre; ledit prolongement et la ligne nord-est dudit lot; vers le sud-ouest, partie de la ligne brisée séparant les lots originaires 45 et 4883 des lots originaires 51, 65, 68, 69, 72 et 73 jusqu'à la ligne est du lot 4712 (emprise de chemin de fer) du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal; vers le nord, partie de la ligne est dudit lot jusqu'à la ligne traversant ce lot et élevée perpendiculairement au point de rencontre de la ligne nord-ouest du lot 45-19 et de la ligne ouest dudit lot 4712 dudit cadastre; enfin, ladite ligne perpendiculaire jusqu'au point de départ.

ANNEXE II

a) Commençant au point d'intersection de la ligne séparative des lots 75 et 76 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal et de la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et de la paroisse de Saint-Laurent; de là, successivement, les lignes suivantes: ladite ligne séparative de cadastres et la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et du village de Côte-des-Neiges jusqu'à la ligne séparant le lot originaire 75 des lots originaires 73 et 74 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal; enfin, ladite ligne séparative de lots et la ligne séparative des lots 75 et 76 dudit cadastre jusqu'au point de départ.

b) Commençant au coin nord du lot 45-1 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal; de là, successivement, les lignes suivantes: en référence à ce cadastre, la ligne nord-est des lots 45-1 à 45-5; vers le sud-ouest, partie de la ligne brisée séparant le lot originaire 45 des lots originaires 46, 50 et 51 jusqu'à la ligne nord-est du lot 45-28; ladite ligne nord-est et le prolongement du dernier tronçon de cette ligne jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et du village de Côte-des-Neiges; partie de ladite ligne séparative de cadastres dans une direction nord-est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 45-1 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.